

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-militaires-rejettent-la-creation-d-une-Commission-de-Verite>

Les militaires rejettent la création d'une Commission de Vérité

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : samedi 12 mars 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans une lettre au Ministre de la Défense, Nelson Jobim, le Commandant de l'armée brésilienne se plaint de l'initiative de créer un espace pour récolter l'information sur les violations des droits de l'homme durant la dictature.

La proposition de création d'une commission de la Vérité ne plait pas aux militaires brésiliens. Au ministère de la Défense, on essaye de minimiser la chose, alors que la Marine et l'armée de l'air ont fait connaître leur opposition.

La création de cette commission de la Vérité fut annoncée par la Présidente Dilma Rousseff quand elle est entrée en fonction, faisant suite à une proposition de Luiz Inácio Lula da Silva durant son mandat. La chose ne s'avère pas facile, puisqu'à peine arrivée, elle a du rappeler à l'ordre le chef de cabinet de la sécurité institutionnel, le général José Elito Siqueira, l'incitant à regarder devant plutôt que de se pencher sur ces heures difficiles du Brésil, alors qu'il niait l'existence de centaines de disparus sous la dictature.

Pour les militaires opposés à la création de la commission de la Vérité militaires, il y a au moins sept bonnes raisons à ne pas le faire, allant de l'argument que le contexte a changé, à celui que le Brésil a très bien dépassé cette étape de l'histoire et qu'une telle commission n'est pas nécessaire. Les forces armées avaient salué la décision prise en avril 2010 par la Cour Suprême de refuser de réviser la loi d'Amnistie, alors même que cette loi avait valu au Brésil une condamnation devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. Pour les militaires une telle commission de la Vérité ne servirait qu'à susciter des tensions au sein du pays.

Pour les organisations des droits de l'homme, la position des militaires est pour le moins rétrograde, mais ils n'épargnent pas de critiques l'exécutif brésilien qui doit impliquer la justice dans la défense des victimes.

[El Correo](#), d'après Página 12, 12 mars 2011.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).